Scandales et corruption

Partage international n° 7 – Mars 1989

par Peter Liefhebber

Déclaration publiée dans le numéro de décembre 1988 de *Share International/Partage international* : *« On peut observer que la suite d'événements qui a conduit au krach boursier de l'année dernière se reproduit actuellement au Japon, ce qui entraînera un nouveau krach boursier. »*

(Note : La découverte d'un certain nombre de « délits d'initié » aux États-Unis, durant la période qui a immédiatement précédé le krach d'octobre 1987, avait provoqué un énorme scandale.)

Le 24 janvier, un autre ministre japonais a dû démissionner en raison de son implication dans le « Recruitgate », ce scandale boursier dans lequel sont compromis un grand nombre de personnalités éminentes du monde politique et industriel.

Ce ministre, Ken Harada, était en poste depuis peu, ayant reçu comme mission particulière d'enquêter sur cette affaire. Selon le quotidien japonais, *Asaï Shimbun*, Harada faisait lui-même partie des personnes ayant reçu des pots-de-vin de la société Recruit Cosmos.

Le scandale financier qui a conduit au krach boursier d'octobre 1987, et la présente affaire du Recruit-gate au Japon, nous renvoient à une prédiction publiée en 1987 dans un numéro de *Share International*. Sur la base de déclarations faites par Maitreya à ses proches disciples de la communauté asiatique de Londres, Benjamin Creme était en mesure d'affirmer, dans le numéro de janvier 1987, les éléments suivants : *« Des bouleversements importants se produiront à partir du mois de janvier dans les cercles politiques dirigeants de plusieurs pays. L'implication de hautes personnalités dans une succession de scandales et d'affaires de corruption provoquera la démission et le retrait de la scène politique de ces personnes, et sera l'amorce d'un processus purificateur qui s'étendra au monde entier. »*

L'énumération de tous les scandales sordides révélés quotidiennement dans nos journaux présenterait peu d'intérêt. Cependant, une brève rétrospective des scandales les plus fracassants de ces derniers mois mettra en évidence l'exactitude de la prédiction de Benjamin Creme.

États-Unis — Le scandale d'octobre 1987 à Wall Street, qui a conduit à la découverte d'un certain nombre de délits d'initié à la bourse de New York, n'est pas encore terminé. La société d'agents de change Drexel Burnham Lambert a accepté en décembre les termes d'un règlement judiciaire qui lui coûtera 650 millions de dollars.

A Chicago, une fraude gigantesque a été découverte. Des centaines de courtiers, d'avocats et de responsables de premier plan pourraient être poursuivis.

France — En France, une transaction boursière dans laquelle des hommes d'affaires français et libanais ont été compromis, tirant profit d'informations confidentielles émanant, semble-t-il, de sources politiques, a été mise à jour. Le 20 janvier, le chef de cabinet du ministre des Finances démissionnait en raison de son implication dans cette affaire. Les autorités judiciaires françaises procèdent actuellement à une enquête sur cette transaction. Ils mènent également une deuxième enquête sur un autre scandale boursier.

Autriche — Le président du parlement autrichien a démissionné le 25 janvier après avoir été compromis dans une affaire importante de fraude à l'assurance. Une semaine plus tard, le ministre de l'Intérieur était contraint de démissionner à son tour en raison de son implication dans cette affaire.

la CEE — En janvier, il était révélé qu'une fraude portant sur les subventions allouées par la CEE n'engloutissait pas moins de dix pour cent de l'ensemble du budget annuel de cette organisation. Le montant de la fraude s'élève à quelques 5 milliards de dollars par an.

Afrique du Sud — Le Parti National d'Afrique du Sud, qui dirige le pays, est ébranlé en raison de son implication dans différentes affaires de corruption. Ces affaires englobent notamment des fraudes électorales et des transactions illégales de devises étrangères, et ont provoqué la chute d'un ministre et la révocation de plusieurs membres du parlement.

Suisse — En Suisse, une femme ministre a dû démissionner pour avoir transmis des informations

financières confidentielles à un homme d’affaires qui n’était autre que son mari

Auteur : Peter Liefhebber, journaliste aux Pays-Bas.
Thématiques : politique, Économie
Rubrique : Faits et prévisions